DECLARATION INTERSYNDICALE DDFiP CALVADOS

Monsieur le Président,

Nous vous rappelons notre attachement à un réel dialogue social qui ne consiste pas à ratifier et accompagner des réformes voulues par le gouvernement. Votre étonnement à ne plus nous voir devrait vous pousser à réfléchir

Depuis le 5 décembre, les salariés ont massivement rejeté la réforme des retraites. Les agents des Finances Publiques ont d'ailleurs largement participé aux mobilisations depuis cette date.

Rien dans les propos du Premier Ministre ne peut les rassurer, bien au contraire.

L'entêtement du gouvernement n'a d'égal que la détermination des salariés à exiger l'abandon de cette réforme et l'amélioration du système actuel, par l'augmentation des ressources de notre protection sociale. Nous savons aux Finances que les moyens existent.

Le projet du Nouveau Réseau dit "de Proximité" préoccupe lui aussi l'ensemble des agents de la DGFIP et bien sûr ceux de la DDFIP du Calvados.

Les propositions de l'administration, pour un soi-disant bien être des agents et dans l'intérêt du service public, sont :

- la création d'antennes…dont la viabilité est incertaine
- Le transfert de l'encaissement de certains impôts vers les buralistes - encore une mission du service public externalisée pour satisfaire une fois de plus le secteur privé
- la généralisation de l'Accueil Personnalisé sur RDV, qui réduira encore considérablement les plages d'accueil.
- le travail à distance
- le télé-travail
- la participation ponctuelle des agents des finances publiques dans les Espaces France Service.

La résultante sera une incapacité complète à fonctionner, quand certains jours les services seront vidés de leurs agents. Les seuls restant devront assurer l'accueil, physique et téléphonique. Qui fera le reste du travail ?

Ces solutions ne peuvent être la réponse aux angoisses des collègues

Personne n'est dupe, que ce soit les agents, les élus ou les organisations syndicales.

Ne serait-il pas plus honnête d'arrêter de parler de concertation, là où il n'y a que propagande?

Ne serait-il pas plus respectueux d'admettre qu'il n'y a pas d'un côté la direction qui détiendrait la vérité et de l'autre des organisations syndicales qui ne comprendraient rien et créeraient un climat anxiogène pour les agents ?

Nous vous alertons, une fois de plus, sur le mal être croissant des agents dans les Services.

L'intersyndicale DDFIP 14 n'accepte pas l'argument qui consiste à dire que les suppressions d'emplois sont votées par le Parlement et que la DGFIP ne peut rien y faire. Nos services ont subi près de 22000 suppressions d'emplois depuis la fusion DGI/DGCP en 2008 et 4900 suppressions sont encore prévues sur les 3 prochaines années.

Vous nous rétorquerez que pour 2020 le nombre de suppressions d'emplois est en diminution par rapport aux années précédentes, mais c'est tout de même 1431 suppressions d'emplois qui s'ajoutent aux précédentes

Les agents de nos services souffrent Monsieur le Président, ne le voyez vous donc pas ? 18 suppressions d'emplois de plus dans le Calvados s'ajoutant aux 97 des 4 dernières années, pensez-vous que les services et les agents vont tenir le coup ?

Même si c'est le Parlement qui fixe les volumes d'emplois qui sont accordés à la DGFiP pour tenter de fonctionner correctement, nous ne saurons nous satisfaire de l'unique argument qu'il faut contribuer équitablement, contribuer encore et toujours à la réduction des déficits. Depuis des années, la DGFiP absorbe la grande majorité des suppressions d'emplois, les services sont exsangues, les collègues en souffrance, les usagers et contribuables excédés, mais fièrement, notre administration se targue d'être à la tête d'une administration exemplaire en terme de suppressions d'emplois… Les services paient un très lourd tribut depuis maintenant de trop nombreuses années, et les efforts demandés ne sont plus acceptables.

Depuis trop longtemps, les agents surcompensent ces suppressions d'emplois par leur investissement, leur conscience professionnelle et leur attachement à rendre un service public de qualité.

L'intersyndicale DDFIP 14 exige un niveau d'emplois adapté à la charge de travail pour que la DGFiP conserve toutes ses missions régaliennes.

On ne maintiendra pas un Service public de qualité en supprimant toutes les trésoreries locales et leur capacité de fonctionner.

On ne fera pas un contrôle fiscal de qualité en éloignant les services de programmation des SIE et les SIP qui les alimentent.

Le nouveau réseau de proximité et sa logique sont mortifères pour la DGFiP, un service public de qualité, l'équité fiscale et pour la République.

Enfin, les années se suivent et se ressemblent. Et puisqu'on envisage de payer ses impôts chez les buralistes, peut-être tiendrons-nous également les instances au café du coin !

Depuis des mois, les agents se mobilisent, se mettent en grève massivement dans les territoires pour affirmer leur désaccord, leur mécontentement profond. Ils luttent pour le maintien de leur réseau, l'amélioration de leurs conditions de travail, la sauvegarde de leurs droits et garanties, notamment à être défendus en CAP, la présence d'un service public de qualité égal pour tous sur l'ensemble du territoire.

Dans ces conditions et devant ce constat édifiant, l'intersyndicale DDFIP 14 Solidaires Finances Publiques,CGT Finances Publiques, FO DGFIP, CFDT/CFTC FINANCES demande à la Direction Départementale de se déclarer dans l'impossibilité de mener à bien toutes les missions qui lui ont été confiées, et dans l'incapacité de mettre en place le plan Darmanin dans le département du Calvados.

Dans cette attente, compte tenu du contexte social actuel et des projets de réforme impactant tous les agents, l'intersyndicale DDFIP 14 n'a pas l'intention de participer au pseudo dialogue concernant les suppressions d'emplois dans notre département et ne siégera donc pas à ce CTL.